



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service prévention des risques et production  
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE  
Téléphone : 04 88 17 88 84  
Télécopie : 04 88 17 88 99  
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

N° 2014363-0008 du 29 DEC 2014

**mettant en demeure la Société  
CONTINENTAL FOODS FRANCE  
pour l'exploitation de son établissement situé sur le  
territoire de la commune de LE PONTET**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le code de l'environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V, et notamment son article L.171-8,

VU le décret n° NOR: INTA1230678D du 1er août 2012 publié au Journal officiel de la République Française le 3 août 2012 portant nomination de M. Yannick BLANC, en qualité de préfet de Vaucluse ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n°1435 du 22 juin 2000, autorisant la société CAMPBELL'S à poursuivre l'exploitation d'une usine spécialisée dans la fabrication de produits agroalimentaires sur le territoire de la commune de LE PONTET,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011251-0011 du 08 septembre 2011, à l'arrêté préfectoral du 22 juin 2000,

VU l'arrêté préfectoral n° 2014246-0011 du 03/09/2014 donnant délégation de signature à Mme Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 21 mars 2014 par monsieur le préfet de Vaucluse, suite au courrier de la société CONTINENTAL FOODS FRANCE SAS du 24 février 2014, indiquant être le nouvel exploitant du site implanté 1420 route de Carpentras au Pontet, précédemment exploité par la société CAMPBELL France SAS,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 25 novembre 2014, faisant suite à la visite d'inspection du 16 septembre 2014,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 25 novembre 2014 proposant à monsieur le préfet de Vaucluse de mettre en demeure la société CONTINENTAL FOODS FRANCE SAS, et transmis à l'exploitant par courrier en date du 25 novembre 2014, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que la protection du site au regard du risque explosion ne peut être jugée satisfaisante,

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 septembre 2011 susvisées ne sont pas respectées,

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CONTINENTAL FOODS FRANCE SAS de respecter les prescriptions de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2011, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

**SUR** proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1**

La société CONTINENTAL FOODS FRANCE SAS située 1420 route de Carpentras au Pontet, est mise en demeure de respecter, pour son site du PONTET, les prescriptions de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2011 à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

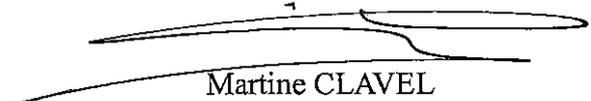
### **ARTICLE 3**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

### **ARTICLE 4**

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de LE PONTET, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le **29 DEC 2014**  
Pour le Préfet,  
La secrétaire général,

  
Martine CLAVEL

## ANNEXE

---

### Article L514-6

- Modifié par Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 13

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II.-supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

### Article R514-3-1

- Créé par Décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 - art. 2

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée

